

Convention collective départementale

IDCC : 1369. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES
ET CONNEXES
DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
(29 avril 1985)**

(Bulletin officiel n° 1986-50 bis)

*(Etendue par arrêté du 29 mai 1987,
Journal officiel du 5 juillet 1987)*

**ACCORD DU 30 SEPTEMBRE 2005
RELATIF AUX TEG DU PERSONNEL NON CADRE À PARTIR DE 2005**

NOR : *ASET0551216M*

IDCC : 1369

Entre :

L'union des industries de la Loire-Atlantique,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFTC METUX 44 ;

L'USM-FO,

D'autre part,

ont décidé de fixer dans les conditions ci-après les appointements minimaux garantis prévus par l'article 18 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la Loire-Atlantique.

Article 1^{er}

Taux effectifs garantis du personnel non cadre

Les parties conviennent de fixer comme suit, à partir de l'année 2005, le barème des taux effectifs garantis (TEG) annuels tels que définis dans la convention collective de la métallurgie de la Loire-Atlantique à l'article 18, partie B de l'avenant « Mensuels », pour un horaire hebdomadaire effectif de 35 heures, soit 151,67 heures mensuelles.

Les TEG doivent être adaptés à la durée du travail à laquelle sont soumis les personnels visés.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		TEG ANNUEL
V	3	395	16	26 988
	3	365	15	24 727
	2	335	14	22 248
	1	305	13	20 009
IV	3	285	12	18 603
	2	270	11	17 671
	1	255	10	16 847
III	3	240	9	16 096
	2	225	8	15 430
	1	215	7	15 040
II	3	190	6	14 560
	2	180	5	14 490
	1	170	4	14 460
I	3	155	3	14 430
	2	145	2	14 390
	1	140	1	14 350

Conformément à l'article 18, partie B, paragraphe 10 de l'avenant « Mensuels », les TEG ci-dessus seront majorés de 3 % pour les ouvriers et de 5 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Toutes dispositions seront prises en cours d'année par les entreprises pour que, lors de la comparaison faite en fin d'année en application de l'article 18, partie B, paragraphe 7 de l'avenant « Mensuels », l'éventuel complément à verser au salarié ne soit pas supérieur à 2,5 % du TEG correspondant à sa classification.

Article 2

Enregistrement et dépôt

Le présent accord est établi en nombre suffisant pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt à la direction départementale du travail et de l'emploi de la Loire-Atlantique ainsi qu'aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Nantes et de Saint-Nazaire.

Fait à Nantes, le 30 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)